MINISTÈRE
DE LA SANTÉ, DES FAMILLES,
DE L'AUTONOMIE
ET DES PERSONNES HANDICAPÉES

Liberté
Égalité
Fraternité

cnsa
Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

Circulaire n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DFO/2026/163 du 12 novembre 2026 complétant l'instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DFO/2026/80 du 16 juin 2026 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2026

La ministre de la santé, des familles, de l'autonomie
et des personnes handicapées

La ministre déléguée auprès de la ministre de la santé,
des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées,
chargée de l'autonomie et des personnes handicapées

Le directeur de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)

à

Mesdames et Messieurs les directeurs généraux
des agences régionales de santé (ARS)

Référence	NOR : SFHA2630513C (numéro interne : 2026/163)
Date de signature	12/11/2026
Emetteurs	Ministère de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) Direction de la sécurité sociale (DSS) Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)
Objet	Complément à l'instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/ CNSA/DFO/2026/80 du 16 juin 2026 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2026.
Action à réaliser	Tarification des établissements et services médico-sociaux (ESMS) concernés.
Résultat attendu	Tarification des ESMS concernés.
Echéance	Dans les meilleurs délais.
Contacts utiles	Direction générale de la cohésion sociale Sous-direction Affaires financières et modernisation Bureau Gouvernance du secteur social et médico-social (SD5B) Murielle DEMAGNY Tél. : 06 60 73 64 84 Mél. : murielle.demagny@social.gouv.fr

	Direction de la sécurité sociale Sous-direction du financement du système de soins Bureau Établissements de santé et établissements médico-sociaux (1A) Yasmina OUDJEDOUB Tél. : 07 62 85 28 36 Mél. : yasmina.oudjedoub@sante.gouv.fr Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie Direction du financement de l'offre (DFO) Pôle Prévision, répartition et suivi des financements Nicolas MOLLARD Tél. : 06 99 02 95 18 Mél. : nicolas.mollard@cnsa.fr
Nombre de pages et annexe	7 pages + 1 annexe (6 pages) Annexe : Tableaux modifiés des dotations régionales limitatives (DRL) 2026 et tableaux de suivi des droits de tirage des ARS
Résumé	La présente circulaire a pour objet de compléter l'instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DFO/2026/80 du 16 juin 2026 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2026. Elle organise la seconde partie de campagne budgétaire.
Mention Outre-mer	Ces dispositions s'appliquent à l'ensemble des Outre-mer.
Mots-clés	Dotation régionale limitative (DRL) ; établissement et service médico-social (ESMS) ; services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) ; personne âgée (PA) ; personne en situation de handicap (PH) ; installation de places ; répit ; fonds de soutien ; Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL).
Classement thématique	Établissements, services sociaux et médico-sociaux.
Textes de référence	- Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L. 314-3 et L. 314-3-1 ; - Article 18-II de la loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 ; - Loi n° 2025-1403 du 30 décembre 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2026 ; - Arrêté du 15 juin 2026 fixant pour l'année 2026 l'objectif de dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée à l'article L. 314-3 du Code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L. 314-3-4 du même code ; - Instruction n° DGCS/SD3A/CNSA/2023/111 du 10 juillet 2023 relative aux autorisations d'engagement de dépenses pour les centres de ressources territoriaux et les services de soins infirmiers à domicile ; - Circulaire n° DGCS/3B/DSS/1A/CNSA/DFO/2023/176 du 7 décembre 2023 relative à la mise en œuvre du plan de création de 50 000 nouvelles solutions et de transformation de l'offre médico-sociale à destination des personnes en situation de handicap 2024-2030, issu de la Conférence nationale du handicap 2023 ;

	- Circulaire interministérielle MENESR-DGESCO A1-3/ MTSSF du 1er septembre 2025 relative au déploiement des pôles d'appui à la scolarité (PAS) ; - MINSANTE n° 2026-14 du 30 juin 2026 relatif à la mise en œuvre du dispositif d'urgence de remboursement des dépenses d'équipement en appareils de rafraîchissement des établissements médico-sociaux.
Circulaire / instruction abrogée	Néant
Circulaire / instruction modifiée	Néant
Rediffusion locale	Établissements et organismes partenaires.
Validée par le CNP le 23 octobre 2026 - Visa CNP 2026-70	
Document opposable	Oui
Déposée sur le site Légifrance	Non
Publiée au BO	Oui
Date d'application	Immédiate

Les politiques de l'autonomie portent une ambition : permettre à chaque personne âgée ou en situation de handicap de choisir son parcours de vie et de bénéficier d'un accompagnement de qualité, adapté à ses besoins et respectueux de ses aspirations. Cette ambition suppose de dépasser une approche fondée sur l'offre mais de partir des personnes, de leurs choix et de l'évolution de leurs besoins. Elle exige également de soutenir les professionnels et les établissements et services médico-sociaux qui rendent, chaque jour, cette liberté de choix possible. Le vieillissement de la population française, les attentes des personnes en situation de handicap et les difficultés auxquelles sont confrontés les acteurs du secteur médico-social appellent des réponses à la fois immédiates et durables.

D'une part, la mobilisation France Autonomie, engagée au printemps 2026, fixe un cap : anticiper les besoins, agir pour vieillir en bonne santé, valoriser les métiers, diversifier les lieux de vie, accompagner la transformation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) en Maisons France Autonomie et mieux soutenir les aidants. D'autre part, la Conférence nationale du handicap du 4 septembre 2026 porte la même exigence sur le champ du handicap : rendre la société pleinement accessible et développer des réponses plus agiles et adaptées aux parcours de vie.

Ces orientations ne peuvent demeurer des principes. Elles doivent se traduire, dans chaque territoire, par des solutions, par la continuité des accompagnements et par une amélioration de leur qualité. C'est le sens de la présente circulaire, qui complète l'instruction du 16 juin 2026[1] et organise la seconde phase de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux pour 2026. Cette circulaire permet la délégation de 109 millions d'euros afin de poursuivre la transformation de l'offre et l'accompagnement des établissements et services médico-sociaux.

[1] Instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DFO/2026/80 du 16 juin 2026 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2026.

L'objectif est d'accompagner au mieux les établissements et services médico-sociaux dans l'exercice de leurs missions, en leur donnant les moyens de garantir la continuité et la qualité des accompagnements proposés aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap. Les difficultés financières rencontrées par les EHPAD ne peuvent être ignorées : elles peuvent fragiliser les organisations et peser sur les professionnels. C'est pourquoi le fonds de soutien à la qualité des EHPAD est abondé de 38,7 millions d'euros en complément des moyens ouverts lors de la première phase de la campagne. Cette dotation doit permettre d'apporter une réponse concrète aux établissements qui en ont besoin, tout en prenant en compte les surcoûts exceptionnels occasionnés par les épisodes de canicule de l'été 2026. Le soutien apporté ne doit pas se limiter à la réponse de court terme : il doit également contribuer à améliorer durablement la qualité des accompagnements et à faire évoluer l'offre pour mieux répondre aux besoins et aux attentes des personnes accompagnées.

Permettre aux personnes âgées de vivre chez elles aussi longtemps qu'elles le souhaitent et que leur situation le permet exige des services de soins accessibles et structurés. La délégation de 34,4 millions d'euros au titre de la convergence tarifaire des services de soins infirmiers à domicile contribue à l'objectif de mieux coordonner les interventions et de garantir, dans l'ensemble des territoires, la continuité et la qualité des soins et des accompagnements.

Dans le même temps, le développement de réponses nouvelles demeure indispensable pour répondre aux besoins encore insuffisamment couverts des personnes et des familles. Les 21,9 millions d'euros de crédits délégués pour l'installation de solutions programmées prolongent les engagements pris, notamment dans le cadre du programme « 50 000 solutions » pour les personnes en situation de handicap, du développement des services de soins à domicile et des centres de ressources territoriaux. L'enjeu n'est pas seulement de financer des solutions nouvelles, mais de faire en sorte que ces solutions deviennent effectives, répondent aux besoins identifiés localement et contribuent à prévenir les ruptures de parcours. Cette responsabilité appelle une attention particulière aux délais d'installation et à l'adéquation de l'offre aux aspirations des personnes concernées.

Le soutien aux proches aidants constitue également une priorité afin de leur garantir l'accès à des solutions de relais et de répit adaptées à leurs besoins et à leurs situations. Les 4 millions d'euros mobilisés pour le déploiement de quatre projets de résidences de répit et de vacances partagées concrétisent cet engagement, dans le prolongement de la stratégie nationale de mobilisation et de soutien aux proches aidants et de la dynamique engagée dans le cadre de la mobilisation France Autonomie. Ces projets permettent de favoriser des temps de respiration pour les aidants tout en respectant les besoins et les projets de vie des personnes accompagnées.

L'innovation et la recherche constituent également des leviers essentiels pour développer de nouvelles réponses adaptées aux personnes en situation de handicap. Le soutien à la création du hub d'innovation deeptech IMinEns autour de la surdité, porté par l'Ecole normale supérieure-Paris sciences et lettres (ENS-PSL) et Mines Paris-PSL en partenariat avec l'Institut national des jeunes sourds (INJS) de Paris, s'inscrit dans cette ambition. Ce projet, dont la phase de préfiguration est prévue entre 2027 et 2030, vise à favoriser le développement de solutions technologiques innovantes au service de l'autonomie.

Enfin, les événements exceptionnels survenus au cours de l'été rappellent la nécessité de renforcer la résilience de l'offre médico-sociale. La mobilisation de 3,5 millions d'euros pour les établissements affectés par les incendies en Nouvelle-Aquitaine, comme la prise en compte des conséquences des épisodes de forte chaleur, témoigne de la solidarité nationale lorsque la continuité des accompagnements est menacée.

La présente campagne budgétaire doit ainsi permettre de répondre aux enjeux d'aujourd'hui sans perdre de vue le cap fixé pour les années à venir : une offre médico-sociale plus accessible, plus diversifiée, mieux coordonnée et véritablement construite autour des besoins et aspirations des personnes. C'est dans cet esprit que les dispositions financières et les modalités de mise en œuvre précisées ci-après doivent être appliquées dans l'ensemble des territoires.

1. Mesures salariales nouvelles

Compensation de l'augmentation des cotisations vieillesse des employeurs des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales **(CNRACL)**

Près de **1 M€** sont délégués sur le secteur des personnes en situation de handicap (PH) au titre de la **compensation forfaitaire de l'augmentation des cotisations vieillesse des agents hospitaliers de** l'Établissement public national Antoine Koenigswarter **(EPNAK)**. Ces crédits visent à couvrir l'augmentation du nombre de points de cotisation intervenue depuis 2024.

Les crédits sont répartis au poids des équivalents temps plein (ETP) éligibles des établissements et services médico-sociaux (ESMS) relevant de l'EPNAK.

2. Poursuite du financement des réformes relatives aux services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) et aux services autonomie à domicile (SAD)

La réforme tarifaire des SSIAD et des SAD mixtes mise en œuvre à compter de 2023 s'accompagne d'un mécanisme de convergence tarifaire. Conformément à la réglementation, les SSIAD en convergence négative ne bénéficient plus du mécanisme de gel des dotations depuis 2025. Pour 2026, le montant de la convergence appliqué à chaque SSIAD est égal à la moitié de l'écart entre le forfait global cible 2027 et la dotation reconductible 2025 actualisée des SSIAD de la région. Les dotations sont calculées à partir des données d'activités remontées par les SSIAD dans le système d'information (SI) national services de soins infirmiers à domicile (SIDOBA) déployé par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA).

Le calibrage de l'enveloppe est basé sur le besoin de convergence issu des remontées des SSIAD, conformément au décret n° 2023-327 du 28 avril 2023 relatif au financement des services proposant des prestations de soins infirmiers à domicile pour les personnes âgées et personnes handicapées, net des crédits disponibles au sein des dotations reconductibles des agences régionales de santé (ARS).

34,4 M€ sont ainsi délégués aux ARS en 2026 au titre de la poursuite de la réforme tarifaire des SSIAD (**31,2 M€** sur le secteur des personnes âgées [PA] et **3,2 M€** sur PH).

3. Crédits de paiements pour installation de solutions / places

Pour rappel : L'enveloppe prévue en 2026 au titre des installations de places programmées par les ARS sur les plans historiques (« Plan 50 000 solutions », développement SSIAD, développement des centres de ressources territoriaux [CRT], …) fait l'objet d'une délégation aux ARS en deux temps :

- 90 % du montant à déléguer lors de la 1ère campagne budgétaire ;
- **10 % du montant lors de la 2ème campagne budgétaire.**

Ainsi, 21,9 M€ de crédits supplémentaires sont alloués à ce titre (**3,5 M€** sur PA et **18,4 M€** sur PH).

4. Fonds de soutien qualité des EHPAD en difficulté

Le fonds de soutien à la qualité pour les EHPAD en difficultés financières mis en place en première phase de campagne budgétaire est abondé d'un montant complémentaire de crédits non reconductibles (CNR) à hauteur **38,7 M€**, répartis entre régions au poids des dotations régionales limitatives (DRL) reconductibles au 01/01/2026.

Ce montant participe à la couverture des surcoûts de l'été dus aux différentes phases de canicule dans le secteur PA, en complément des crédits du fonds de soutien à la qualité des EHPAD de la première instruction budgétaire 2026, conformément au cadrage du ministère (MINSANTE 2026-14 du 30 juin 2026 relatif à la mise en œuvre du dispositif d'urgence de remboursement des dépenses d'équipement en appareils de rafraîchissement des établissements médico-sociaux) sur l'orientation de ces fonds, leur objet et les justificatifs associés.

Les ARS sont invitées à poursuivre le remplissage de l'outil E-CARS au fil de l'eau.

5. Déploiement de solutions de vacances de répit partagées, conformément à l'engagement de la Stratégie « aidant »

Conformément aux engagements pour le déploiement de séjours de répit partagé dans le cadre de la Stratégie nationale de mobilisation et de soutien 2023-2027 pour les aidants, et de la Conférence nationale du handicap (CNH) de septembre 2026, des crédits à hauteur de **4 M€ sont délégués pour le déploiement de quatre résidences de répit et de vacances partagées** :

- 1 M€ (400k€ sur le secteur PA et 600 k€ sur le secteur PH) pour la résidence de Balleroy-sur-Drôme en Normandie ;
- 1 M€ sur le secteur PH pour la résidence de Palavas-les-Flots en Occitanie ;
- 1 M€ (500 k€ sur le secteur PA et 500 k€ sur le secteur PH) pour la résidence des Escales en Occitanie ;
- 1 M€ sur le secteur PH pour la résidence de Luxeuil-les-Bains en Bourgogne-Franche-Comté.

Les compléments de crédits nécessaires seront délégués au moment de l'installation effective des résidences.

Par ailleurs, un complément de **0,6 M€ est délégué à l'ARS Nouvelle-Aquitaine** pour poursuivre le déploiement du Village Landais Alzheimer, sur le secteur PA.

6. Autres ajustements

3,5 M€ de CNR (**2,7 M€** sur le secteur PA et **0,8 M€** sur le secteur PH dans la partie « autres CNR » du tableau DRL) sont délégués à l'ARS Nouvelle-Aquitaine au titre des dépenses engagées par les ESMS dans le cadre de la gestion des incendies intervenus à l'été 2026 (essentiellement des dépenses de remise en état des locaux et pertes de recettes). Les crédits seront alloués aux ESMS sur la base de la doctrine de remboursement établie par l'ARS Nouvelle-Aquitaine en lien avec les administrations centrales.

1 M€ de crédits pérennes est délégué à l'ARS Occitanie au titre de la participation prévue au financement du dispositif « Atypie-Friendly » conformément aux engagements pris en CNH 2023 et 2026. Ces crédits seront tarifés par l'ARS en crédits non reconductibles.

Une enveloppe de **0,9 M€** de crédits pérennes est déléguée à l'ARS d'Île-de-France au titre du soutien aux aménagements et travaux prévus dans le cadre de l'installation du hub IMinEns et de la mise à disposition gratuite des surfaces correspondantes par INJS de Paris. Ces crédits seront tarifés par l'ARS en crédits non reconductibles.

Divers autres ajustements sont apportés pour correction des DRL de la première phase de campagne budgétaire :

- Suite à une enquête menée auprès des ARS, la répartition par secteur de la mesure d'efficience imputée sur les DRL (54 M€) fait l'objet d'un ajustement visant à faire porter 3,5 M€ supplémentaires sur les DRL PA, en contrepartie d'une diminution à due concurrence du montant imputé sur les DRL PH ;
- Application de la fongibilité prévue dans le cadre de la gestion de la canicule 2026 au MINSANTE 2026-14 du 30 juin 2026 précité pour une région suite à l'enquête réalisée en septembre ;
- Correction de l'enveloppe liée à la médicalisation (+0,7 M€) ;
- 2,9 M€ supplémentaires sont délégués en cette seconde phase de campagne budgétaire au titre de la fusion des sections soins et dépendance des EHPAD, afin de tenir compte de la stabilisation des données par les ARS en lien avec les départements, la CNSA et la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS).

Les dotations régionales actualisées sont présentées en annexe à la présente circulaire.

La ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées,



Stéphanie RIST

La ministre déléguée, chargée de l'autonomie et des personnes handicapées,



Camille GALLIARD-MINIER

Le directeur de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie,



Maëlig LE BAYON

Annexe : Tableaux modifiés des dotations régionales limitatives (DRL) 2026 et tableaux de suivi des droits de tirage des ARS

TABLEAU 1 - CALCUL DES DOTATIONS RÉGIONALES LIMITATIVES 2026 SUR LE CHAMP DES PERSONNES ÂGÉES (1/2)

SECTEUR PA	DRL phase 1		BASE	INSTALLATIONS DE PLACES SUR DROIT DE TIRAGE	MESURES NOUVELLES		
	DRL PA 2026	*DONT CNR NATIONAUX*			FINANCEMENT EHPAD		FINANCEMENT SSIAD
	juin-2026	juin-2026	Ajustement débasage CB1	MN - Crédits paiement installations (solde)	MN - EHPAD - Convergence tarifaire (correction)	MN - EHPAD - Complément fusion des sections (correction)	MN - SSIAD - Application de la réforme tarifaire
Formules	25 = ∑ (5:24)	26 = 23+24	27	28	29	30	31
Auvergne-Rhône-Alpes	**2 307 016 153**	*11 263 034*	-193 556	1 084 430	0	46 600	6 567 866
Bourgogne-Franche-Comté	**977 272 628**	*6 359 724*	-721 389	225 262	0	296 093	1 282 354
Bretagne	**1 302 357 395**	*4 665 000*	-33 944	534 106	0	0	453 468
Centre-Val de Loire	**823 937 703**	*3 004 156*	-9 302	31 251	0	0	228 399
Corse	**67 104 733**	*358 905*	-5 877	0	0	0	65 681
Grand Est	**1 468 671 051**	*6 835 522*	-126 261	0	0	0	3 118 810
Guadeloupe	**63 369 495**	*34 287*	-83 170	167 734	0	0	850 040
Guyane	**20 625 552**	*10 516*	-1 798	0	0	0	216 713
Hauts-de-France	**1 455 104 442**	*7 047 724*	-122 538	624 678	0	286 997	5 986 654
Ile-de-France	**1 986 915 204**	*14 111 356*	-167 450	0	0	640 716	0
La Réunion	**83 842 151**	*232 850*	-6 853	0	0	0	647 399
Martinique	**77 418 730**	*35 224*	-6 838	0	0	0	192 338
Mayotte	**3 846 620**	*0*	-388	0	0	0	128 135
Normandie	**966 528 973**	*4 078 098*	0	72 242	0	0	2 678 714
Nouvelle-Aquitaine	**2 095 247 756**	*9 413 780*	-175 192	195 373	0	3 613	5 139 573
Occitanie	**1 808 367 458**	*6 763 334*	-1 744 898	723 601	0	1 600 000	1 452 105
Pays de la Loire	**1 270 950 078**	*4 936 638*	-24 932	352 320	711 260	0	161 636
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**1 289 844 707**	*8 275 396*	-111 372	0	0	0	2 050 968
Saint-Pierre-et-Miquelon	**3 052 566**	*174 456*	-6 105	-500 000	0	0	0
TOTAL	**18 071 473 398**	***87 600 000***	**-3 541 863**	**3 510 996**	**711 260**	**2 874 019**	**31 220 853**

TABLEAU 1 - CALCUL DES DOTATIONS RÉGIONALES LIMITATIVES 2026 SUR LE CHAMP DES PERSONNES ÂGÉES (2/2)

SECTEUR PA	MESURES NOUVELLES		CNR		DRL phase 2	
	AUTRES MN				DRL PA 2026	*DONT CNR NATIONAUX*
	MN- Séjours répit	MN - Village Landais Alzheimer	CNR - Fonds soutien qualité des EHPAD (complément)	CNR - Autres	oct-2026	oct-2026
Formules	32	33	34	35	36 = 25 + ∑ (27:35)	37 =26 + ∑ (34:35)
Auvergne-Rhône-Alpes	0	0	4 924 334	0	**2 319 445 827**	*16 187 367*
Bourgogne-Franche-Comté	0	0	2 102 004	0	**980 456 952**	*8 461 728*
Bretagne	0	0	2 655 428	0	**1 305 966 454**	*7 320 429*
Centre-Val de Loire	0	0	1 797 933	0	**825 985 984**	*4 802 089*
Corse	0	0	149 530	0	**67 314 067**	*508 435*
Grand Est	0	0	3 212 283	0	**1 474 875 883**	*10 047 804*
Guadeloupe	0	0	134 326	0	**64 438 425**	*168 613*
Guyane	0	0	45 741	0	**20 886 208**	*56 257*
Hauts-de-France	0	0	3 117 537	-998 932	**1 463 998 838**	*9 166 329*
Ile-de-France	0	0	4 260 181	0	**1 991 648 650**	*18 371 537*
La Réunion	0	0	174 352	0	**84 657 050**	*407 202*
Martinique	0	0	173 972	0	**77 778 203**	*209 196*
Mayotte	0	0	9 875	0	**3 984 242**	*9 875*
Normandie	400 000	0	2 108 269	0	**971 788 198**	*6 186 367*
Nouvelle-Aquitaine	0	600 000	4 457 139	2 686 250	**2 108 154 512**	*16 557 169*
Occitanie	500 000	0	3 835 234	0	**1 814 733 500**	*10 598 567*
Pays de la Loire	0	0	2 661 147	0	**1 274 811 509**	*7 597 785*
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0	0	2 833 476	0	**1 294 617 779**	*11 108 872*
Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	6 824	0	**2 553 286**	*181 280*
TOTAL	900 000	600 000	38 659 585	1 687 318	18 148 095 566	*127 946 903*

TABLEAU 1bis - CALCUL DES DOTATIONS RÉGIONALES LIMITATIVES 2026 SUR LE CHAMP DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (1/2)

SECTEUR PH	DRL phase 1		BASE	INSTALLATIONS DE PLACES SUR DROIT DE TIRAGE	MESURES NOUVELLES		
	DRL PH 2026	*DONT CNR NATIONAUX*			FINANCEMENT SSIAD	CNH 2026	
	juin-2026	juin-2026	Ajustement débasage CB1	MN - Crédits paiement installations (solde)	MN - SSIAD - Application de la réforme	MN - CNH 2026 - Atypie Friendly	MN - CNH 2026 - Développement INJS / INJA
Formules	**20 = ∑ (5:19)**	**21 = 19**	**22**	**23**	**24**	**25**	**26**
Auvergne-Rhône-Alpes	**1 648 654 477**	*1 382*	159 938	1 868 460	276 389	0	0
Bourgogne-Franche-Comté	**715 185 583**	*38 991*	708 039	1 004 914	141 204	0	0
Bretagne	**720 207 601**	*0*	0	713 593	159 906	0	0
Centre-Val de Loire	**631 898 834**	*1 000 000*	0	802 946	205 053	0	0
Corse	**72 939 802**	*0*	7 211	0	-44 604	0	0
Grand Est	**1 406 680 522**	*6 162*	136 234	2 288 042	-369 352	0	0
Guadeloupe	**115 056 057**	*0*	89 177	48 526	85 631	0	0
Guyane	**77 091 785**	*0*	7 568	24 202	226 905	0	0
Hauts-de-France	**1 605 101 494**	*10 908*	155 899	2 880 583	0	0	0
Ile-de-France	**2 594 368 447**	*-1 000 000*	253 226	1 257 331	601 586	0	860 000
La Réunion	**226 404 073**	*0*	22 299	60 314	4 407	0	0
Martinique	**97 812 128**	*0*	9 738	0	-43 028	0	0
Mayotte	**27 568 308**	*0*	2 842	0	116 294	0	0
Normandie	**844 234 846**	*472 157*	-632	1 145 123	15 159	0	0
Nouvelle-Aquitaine	**1 412 685 896**	*0*	137 793	955 774	595 144	0	0
Occitanie	**1 512 155 800**	*2 191*	1 741 211	2 279 139	265 058	1 000 000	0
Pays de la Loire	**821 043 302**	*218 209*	0	1 383 506	733 710	0	0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**1 076 056 979**	*0*	105 135	1 213 624	212 434	0	0
Saint-Pierre-et-Miquelon	**2 748 341**	*0*	6 184	500 000	0	0	0
TOTAL	**15 607 894 277**	***750 000***	**3 541 863**	**18 426 075**	**3 181 894**	**1 000 000**	**860 000**

TABLEAU 1bis - CALCUL DES DOTATIONS RÉGIONALES LIMITATIVES 2026 SUR LE CHAMP DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (2/2)

SECTEUR PH	MESURES NOUVELLES		CNR	DRL phase 2	
	MESURES SALARIALES	AUTRES MN		DRL PH 2026	*DONT CNR NATIONAUX*
	MN - Effet hausse cotisations CNRACL (EPNAK)	MN- Sejours répit	CNR - Autres	oct-2026	oct-2026
Formules	**27**	**28**	**29**	**30 = 20+ ∑ (22:29)**	**31 = 21 + 29**
Auvergne-Rhône-Alpes	31 111	0	0	**1 650 990 376**	*1 382*
Bourgogne-Franche-Comté	148 400	1 000 000	0	**718 188 140**	*38 991*
Bretagne	34 222	0	0	**721 115 323**	*0*
Centre-Val de Loire	0	0	0	**632 906 832**	*1 000 000*
Corse	0	0	0	**72 902 409**	*0*
Grand Est	71 556	0	0	**1 408 807 002**	*6 162*
Guadeloupe	0	0	0	**115 279 391**	*0*
Guyane	0	0	0	**77 350 460**	*0*
Hauts-de-France	62 222	0	998 932	**1 609 199 130**	*1 009 840*
Ile-de-France	301 778	0	0	**2 597 642 368**	*-1 000 000*
La Réunion	0	0	0	**226 491 093**	*0*
Martinique	0	0	0	**97 778 838**	*0*
Mayotte	0	0	0	**27 687 444**	*0*
Normandie	40 444	600 000	0	**846 034 940**	*472 157*
Nouvelle-Aquitaine	85 867	0	766 050	**1 415 226 523**	*766 050*
Occitanie	52 267	1 500 000	0	**1 518 993 475**	*2 191*
Pays de la Loire	0	0	0	**823 160 518**	*218 209*
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0	0	0	**1 077 588 172**	*0*
Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0	**3 254 525**	*0*
TOTAL	**827 867**	**3 100 000**	**1 764 982**	**15 640 596 958**	***2 514 982***

TABLEAU 2 – SUIVI DU DROIT DE TIRAGE ET DETERMINATION DES CREDITS DE PAIEMENT POUR 2026 SUR LE CHAMP DES PERSONNES ÂGEES

SECTEUR PA	Solde DT CB 2025			Crédits de paiement 2026						Solde DT prévisionnel au 31/12/2026
	Solde DT au 31/12/2025	Transfert crédits AE SSIAD sur solde DT PH	Solde DT au 01/01/2026	Crédits 2025 délégués et non consommés	Prévisions d'installation 2026 (proratisées)	Enveloppe prévisionnelle 2026	*Dont délégation CB1*	*Dont solde définitif CB2*	Transfert CP PA vers secteur PH	
Source données	*EB2025*	*EB2025*	*Formule*	*EB2025*	*Prog. SEPPIA*	*Formule*	*Formule*	*Formule*	*Remontées ARS*	*Formule*
Formules	*1*	*2*	*3=1+2*	*4*	*5*	*6 = SI (5-4 < - 1 500 000 ; - 1 500 000 ; 5-4)*	*7 = 6 *0,9*	*8 = 6 *0,1*	*9*	*10 = 3 - (6 + 9)*
Auvergne-Rhône-Alpes	**47 199 455**		**47 199 455**	3 868 942	14 713 240	**10 844 298**	*9 759 868*	*1 084 430*		**36 355 157**
Bourgogne-Franche-Comté	**31 732 129**	-640 000	**31 092 129**	3 346 951	5 599 570	**2 252 620**	*2 027 358*	*225 262*		**28 839 510**
Bretagne	**19 664 710**		**19 664 710**	-587 159	4 753 906	**5 341 064**	*4 806 958*	*534 106*		**14 323 646**
Centre-Val de Loire	**24 190 019**		**24 190 019**	5 123 498	5 436 006	**312 508**	*281 257*	*31 251*		**23 877 511**
Corse	**13 448 986**		**13 448 986**	5 623 005	2 914 035	**-1 500 000**	*-1 500 000*	*0*		**14 948 986**
Grand Est	**38 684 853**		**38 684 853**	8 034 882	6 460 590	**-1 500 000**	*-1 500 000*	*0*		**40 184 853**
Guadeloupe	**18 593 847**		**18 593 847**	2 292 837	3 970 174	**1 677 337**	*1 509 603*	*167 734*		**16 916 510**
Guyane	**2 587 871**		**2 587 871**	4 539 593	1 291 037	**-1 500 000**	*-1 500 000*	*0*		**4 087 871**
Hauts-de-France	**33 352 082**		**33 352 082**	6 926 131	13 172 906	**6 246 776**	*5 622 098*	*624 678*		**27 105 306**
Ile-de-France	**62 390 140**		**62 390 140**	-6 117 361	2 951 021	**0**	*0*	*0*		**62 390 140**
La Réunion	**30 037 939**		**30 037 939**	1 148 775	419 854	**-728 920**	*-728 920*	*0*		**30 766 860**
Martinique	**13 913 667**		**13 913 667**	5 138 554	2 445 459	**-1 500 000**	*-1 500 000*	*0*		**15 413 667**
Mayotte	**5 896 397**		**5 896 397**	1 313 218	273 895	**-1 039 322**	*-1 039 322*	*0*		**6 935 719**
Normandie	**31 273 525**		**31 273 525**	7 835 522	8 557 944	**722 422**	*650 180*	*72 242*		**30 551 104**
Nouvelle-Aquitaine	**47 256 196**		**47 256 196**	4 994 968	6 948 696	**1 953 728**	*1 758 355*	*195 373*		**45 302 468**
Occitanie	**37 102 534**		**37 102 534**	6 183 619	13 419 625	**7 236 006**	*6 512 405*	*723 601*		**29 866 528**
Pays de la Loire	**27 949 676**		**27 949 676**	2 482 622	6 005 823	**3 523 201**	*3 170 881*	*352 320*		**24 426 474**
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**27 059 051**		**27 059 051**	3 634 972	2 067 022	**-1 500 000**	*-1 500 000*	*0*		**28 559 051**
Saint-Pierre-et-Miquelon	**1 824 000**		**1 824 000**	996 000	322 133	**-673 867**	*-673 867*	*0*	**-500 000**	**2 997 867**
TOTAL	**514 157 078**	**-640 000**	**513 517 078**	**66 779 569**	**101 722 936**	**30 167 849**	***26 156 853***	***4 010 996***	**-500 000**	**483 849 229**

TABLEAU 2BIS – SUIVI DU DROIT DE TIRAGE ET DETERMINATION DES CREDITS DE PAIEMENT POUR 2026 SUR LE CHAMP DES PERSONNES HANDICAPÉES

SECTEUR PH	Solde DT CB 2025			Crédits de paiement 2026						Solde DT au 31/12/2026
	Solde DT au 31/12/2025	Transfert crédits AE SSIAD (PA) sur solde DT PH	Solde DT au 01/01/2026	Crédits 2025 délégués et non consommés	Prévisions d'installation 2026 (proratisées)	Enveloppe prévisionnelle 2026	*Dont délégation CB1*	*Dont solde définitif CB2*	Transfert CP PA vers secteur PH	
Source données	*EB2025*	*EB2025*	*Formule*	*EB2025*	*Prog. SEPPIA*	*Formule*	*Formule*	*Formule*	*Remontées ARS*	*Formule*
Formules	*1*	*2*	*3=1+2*	*4*	*5*	*6 = SI (5-4 < - 1 500 000 ; - 1 500 000 ; 5-4)*	*7 = 6 *0,9*	*8 = 6 *0,1*	*9*	*10 = 3 - (6 + 9)*
Auvergne-Rhône-Alpes	**126 983 763 €**		**126 983 763**	1 986 239	20 670 844	**18 684 605**	*16 816 144*	*1 868 460*		**108 299 159**
Bourgogne-Franche-Comté	**38 565 735 €**	640 000 €	**39 205 735**	-2 551 696	7 497 446	**10 049 142**	*9 044 228*	*1 004 914*		**29 156 593**
Bretagne	**54 205 334 €**		**54 205 334**	-1 031 310	6 104 622	**7 135 932**	*6 422 339*	*713 593*		**47 069 402**
Centre-Val de Loire	**33 258 629 €**		**33 258 629**	727 209	8 756 665	**8 029 456**	*7 226 510*	*802 946*		**25 229 173**
Corse	**12 299 583 €**		**12 299 583**	2 742 546	2 379 824	**-362 721**	*-362 721*	*0*		**12 662 304**
Grand Est	**84 941 553 €**		**84 941 553**	-493 531	22 386 894	**22 880 425**	*20 592 382*	*2 288 042*		**62 061 128**
Guadeloupe	**14 631 265 €**		**14 631 265**	1 870 137	2 355 395	**485 259**	*436 733*	*48 526*		**14 146 006**
Guyane	**24 952 964 €**		**24 952 964**	3 523 639	3 765 655	**242 016**	*217 814*	*24 202*		**24 710 948**
Hauts-de-France	**156 547 160 €**		**156 547 160**	-2 673 107	26 132 719	**28 805 825**	*25 925 243*	*2 880 583*		**127 741 335**
Ile-de-France	**271 918 198 €**		**271 918 198**	11 870 460	24 443 771	**12 573 312**	*11 315 980*	*1 257 331*		**259 344 886**
La Réunion	**22 947 663 €**		**22 947 663**	1 187 658	1 790 796	**603 138**	*542 824*	*60 314*		**22 344 526**
Martinique	**23 728 835 €**		**23 728 835**	2 126 355	579 404	**-1 500 000**	*-1 500 000*	*0*		**25 228 835**
Mayotte	**23 759 225 €**		**23 759 225**	6 060 637	3 380 064	**-1 500 000**	*-1 500 000*	*0*		**25 259 225**
Normandie	**56 991 316 €**		**56 991 316**	-3 054 587	8 396 639	**11 451 226**	*10 306 103*	*1 145 123*		**45 540 090**
Nouvelle-Aquitaine	**107 507 080 €**		**107 507 080**	3 164 742	12 722 478	**9 557 736**	*8 601 963*	*955 774*		**97 949 344**
Occitanie	**126 941 694 €**		**126 941 694**	-7 373 666	15 417 720	**22 791 386**	*20 512 247*	*2 279 139*		**104 150 308**
Pays de la Loire	**39 719 335 €**		**39 719 335**	-4 004 984	9 830 075	**13 835 059**	*12 451 553*	*1 383 506*		**25 884 276**
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**97 068 594 €**		**97 068 594**	-5 348 970	6 787 265	**12 136 235**	*10 922 612*	*1 213 624*		**84 932 359**
Saint-Pierre-et-Miquelon	**0 €**		**0**	1 252 000	161 800	**-1 090 200**	*-1 090 200*	*0*	**500 000**	**590 200**
TOTAL	**1 316 967 925**	**640 000**	**1 317 607 925**	**9 979 770**	**183 560 076**	**174 807 829**	*156 881 754*	*17 926 075*	**500 000**	**1 142 300 096**